



Hamas : « Les armes de la résistance ne sont pas négociables »

Patrick Strickland - *Le Hamas va-t-il abandonner ses armes pour prix de la réconciliation palestinienne ?*

Alors que le Fatah et le Hamas - les deux principales factions palestiniennes - s'efforcent de parvenir à la réconciliation nationale, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a émis une exigence qui peut faire capoter les négociations.

La semaine dernière, Abbas a appelé le Hamas à remettre ses armes à l'Autorité palestinienne. Les deux parties devraient se réunir mardi au Caire pour des négociations sous la supervision des Égyptiens.

La requête vient après plus d'une décennie de division entre le Fatah d'Abbas qui contrôle l'Autorité Palestinienne basée en Cisjordanie, et son rival le Hamas qui a de facto gouverné la bande de Gaza, sous blocus israélien, depuis qu'il a pris le contrôle de l'enclave côtière après le coup de force avorté [du Fatah] en 2007.

Le Hamas s'est imposé comme la seule résistance légitime à l'occupation israélienne. Cependant, en parlant à la télévision égyptienne la semaine dernière, Abbas a revendiqué qu'il y ait « un État, un régime, une loi et une force armée ».

« Je n'accepterai pas la reproduction [à Gaza] de l'expérience du [Hezbollah](#) au Liban », a déclaré Abbas, en se référant au groupe armé et à l'organisation politique au Liban qui contrôle une grande partie du sud du pays.

Le mois dernier, le Hamas a annoncé la dissolution de son comité administratif, l'organe politique qui a administré Gaza à la suite de la scission de 2007.

Le groupe a accepté les conditions les plus importantes fixées par Abbas et a exprimé sa volonté d'organiser des élections législatives dans les territoires palestiniens occupés.

[LIRE ÉGALEMENT : L'accord Fatah-Hamas est-il « gagnant gagnant » ?](#)

La semaine dernière, le Hamas a déclaré qu'un gouvernement de consensus national avait officiellement pris en charge l'administration de Gaza.

La demande de désarmement pourrait s'avérer être une pierre d'achoppement dans le processus de réconciliation en cours, alors que des pourparlers se tiennent après 10 ans de tentatives infructueuses pour réaliser l'unité nationale.

S'adressant à l'agence de presse locale [Ma'an News](#), le porte-parole du Hamas Hazem Qassem a insisté sur le fait que les armes du groupe ne sont pas à discuter, rappelant avec force que « les armes de la résistance sont légitimes ».

« Leur rôle est de protéger les Palestiniens et de libérer leurs terres [de l'occupation israélienne] », a déclaré Qassem. « Par conséquent, cela ne devrait pas être une question à débattre. »

Survivre à la destruction de Shujayea (47:26)

Tariq Dana, conseiller politique à Al-Shabaka : [The Palestinian Policy Network](#), ne s'attend pas à ce que le Hamas change d'avis sous peu. « Il est difficile d'imaginer que le Hamas abandonne ses armes pour la réconciliation », a-t-il dit à Al Jazeera.

« En vérité, si cela se produisait, cela ne conduirait pas à un véritable accord de réconciliation, mais renforcerait plutôt la domination autocratique du Fatah sur la société et les institutions politiques palestiniennes ».

En 2006, le Hamas avait emporté les élections législatives palestiniennes, récoltant 44,5% des voix et obtenant 74 sièges au Conseil législatif palestinien.

À la suite de ce vote, les [divergences entre le Fatah et le Hamas](#) ont empêché les deux organisations de construire une coalition.

Abbas et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) - dominée par le Fatah - ont ensuite tenté de [renverser par la force](#) le gouvernement dirigé par le Hamas.

L'enquête « [Palestine Papers](#) » d'Al Jazeera a révélé plus tard que le MI6, l'agence de renseignement britannique, avait à l'origine élaboré les plans de l'Autorité Palestinienne pour chasser le Hamas du pouvoir. Dans le même temps, les États-Unis ont [aidé à former et à renforcer](#) la Garde présidentielle, les forces armées fidèles à Abbas.

En 2007, les tensions se sont transformées en affrontements armés à Gaza, le Hamas ayant fini par expulser le Fatah et pris le contrôle de l'enclave côtière assiégée.

Cette même année, avec l'aide de l'Égypte, Israël a [renforcé son blocus](#) sur Gaza, contrôlant totalement la circulation des personnes, des marchandises, des médicaments, des aliments et des fournitures humanitaires dans et hors du territoire.

Depuis décembre 2008, Israël a mené trois grandes [offensives militaires](#) contre les Palestiniens dans la bande de Gaza.

Au cours de la dernière guerre, qui a débuté en [juillet 2014](#) et s'est étalée sur 51 jours, les forces israéliennes ont [massacré plus de 2300 personnes](#), la plupart des civils.

Plus tôt ce mois-ci, le Centre palestinien de recherche sur les Politiques et les Enquêtes (PCPSR) a [réalisé un sondage](#) selon lequel les deux tiers des Palestiniens estiment que Abbas devrait démissionner, et la moitié des sondés considèrent l'Autorité Palestinienne comme un « fardeau pour

le peuple palestinien ».

Dana d'Al-Shabaka a expliqué qu'une grande partie de la légitimité du Hamas aux yeux des Palestiniens était enracinée dans leur désillusion face aux négociations infructueuses de l'Autorité palestinienne avec Israël.

Dana a déclaré: « Le Hamas a gagné le respect de larges parts de la population palestinienne par ses actions contre l'occupation israélienne. »

Il a ajouté: « Si le Hamas dépose ses armes, il n'existera plus en tant que mouvement de libération et perdra ainsi la popularité et la légitimité qui sont au cœur de son autorité ».

Mukhaimer Abu Saada, professeur de sciences politiques à l'Université al-Azhar de Gaza, a estimé que la plupart des Palestiniens de Gaza, y compris ceux qui ne soutiennent pas le Hamas, sont opposés au désarmement du groupe.

[LIRE EGALEMENT : Fatah et Hamas](#)

« Ils voient ce qui arrive aux Palestiniens en Cisjordanie occupée – l'armée israélienne effectue des [raids chaque nuit](#) et des colons extrémistes attaquent des civils – et ils ne veulent pas que la même chose se produise ici », a-t-il dit à Al Jazeera.

« Mon intuition est que la majorité des Palestiniens à Gaza sont contre le désarmement du Hamas ou de tout autre groupe de la Résistance, parce que nous sommes encore sous occupation et sous blocus », a-t-il ajouté. « Gaza pourrait sinon être la cible de plus d'agressions israéliennes à tout moment ».

Mais pour Abbas et l'[Autorité palestinienne](#), permettre au Hamas de conserver ses armes pourrait se traduire par une répétition des affrontements de 2007 qui ont conduit à la prise de contrôle de Gaza par ce dernier.

Expliquant qu'il ne s'attend pas à ce que le Hamas accepte d'abandonner son armement, Abu Saada a prédit que la question serait reportée jusqu'à des discussions futures.

« C'est un problème très compliqué », a-t-il dit. « La question nécessitera une discussion très approfondie entre le Hamas et le Fatah ».

Tholfikar Sweirjo, membre du Comité politique du [Front populaire pour la libération de la Palestine](#) [marxiste] à Gaza, a déclaré que la gauche palestinienne « soutient pleinement les efforts de réconciliation ».

S'adressant à Al Jazeera, Sweirjo a soutenu que Gaza connaîtra une nouvelle guerre avec Israël si une solution politique n'est pas trouvée pour soulager les souffrances de la population assiégée.

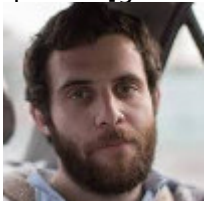
« Si la paix s'impose, le Hamas acceptera de laisser ses armes sous le contrôle du gouvernement d'union », a-t-il dit.

Mais si les efforts de réconciliation échouent et qu'une nouvelle confrontation éclate avec Israël, il s'attend à ce que les [Brigades al-Qassam](#) – la branche armée du Hamas – conservent leurs armes et « prennent la tête de la résistance ».

Pour chaque jour qui passe sans un accord définitif entre le Fatah et le Hamas, a ajouté M. Sweirjo, la situation à Gaza devient de plus en plus « catastrophique ».

Dans ce contexte, plus de 60% des Palestiniens sont pessimistes quant aux pourparlers de réconciliation, selon le sondage du PCPSR.

« S'il n'y a pas de progrès, nous nous dirigeons vers une confrontation militaire qui sera encore pire que les [guerres précédentes] », a-t-il conclu.



* **Patrick O. Strickland** est un journaliste et grand reporter américain indépendant spécialiste des questions de justice sociale et des droits humains au Moyen-Orient et spécialement en Palestine. Il écrit pour de nombreux médias notamment al-Jazira, Alternet, VICE News, Deutsche Welle, Syria Deeply, AlterNet, Electronic intifada, Socialist Worker etc ...

Son compte Twitter : [@P_Strickland_](#)

Articles du [même auteur](#).

9 octobre 2017 - [Al-Jazeera](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah